

*Finances*

Le ministre n'a fait que parler comme si le gouvernement se moquait du niveau auquel le dollar tombe. Monsieur l'Orateur, personne n'en croit un mot car aucun gouvernement responsable ne peut adopter pareille attitude. Le ministre n'étant certain de rien, il n'y a pas à s'étonner que, dans les marchés de l'argent, on doive deviner la ligne que le gouvernement s'est tracée.

Dans les dernières 24 heures, le ministre a répété toutes ses erreurs de base depuis six mois. Hier, il a induit la Chambre et le pays en erreur quant à l'importance de l'activité de la Banque du Canada sur le marché du change. Le plus absurde et difficile à comprendre, c'est que le ministre devrait être assez averti pour savoir que les financiers sont au courant de ces activités. Que penseront-ils quand ils verront le ministre des Finances, le premier porte-parole économique du Canada, fausser la situation qui se déroule sous leurs yeux?

Après nous avoir induits en erreur dans la journée, le ministre a refusé de se présenter à la Chambre des communes hier soir, pour essayer de rétablir les faits. Au lieu de cela, il a émis un communiqué qui soulève plus de questions qu'il ne donne de réponse, et qui nourrit l'incertitude à un moment où nous ne pouvons guère en supporter davantage.

Ce manque d'initiative économique a coûté cher au pays. Un déficit déjà marqué au compte de la balance des paiements s'est encore accentué. La Banque du Canada a dû déboursier des centaines de millions de dollars pour tenter de contenir le flux de la spéculation. Les Canadiens ont dû sortir de leur poche des millions de dollars, en supplément pour acheter dans nos magasins et supermarchés des produits d'importation, pour voyager à l'étranger ou pour assister des parents restés au pays d'origine.

● (2022)

A cause de cette inaction, parce que jusqu'ici le ministre a refusé de considérer le débat autrement que comme une simple bagarre politique du coin de la rue, les Canadiens risquent fort de payer encore beaucoup plus. Le ministre refusera peut-être de l'admettre, et de toute façon il a refusé de jouer franc jeu sur tout le reste; en tout cas le gouvernement est de plus en plus sollicité maintenant de hausser les taux d'intérêt pour attirer des capitaux à court terme et soutenir ainsi le dollar. Une hausse des taux d'intérêt freinerait inévitablement les investissements, elle affaiblirait encore plus les efforts que nous tentons pour créer des emplois pour le million de sans-travail, elle déclencherait une nouvelle flambée inflationniste. Une hausse des taux d'intérêt, c'est justement ce dont le Canada n'a pas besoin pour replacer l'économie sur la voie de la croissance.

Et pourtant, cette hausse des taux d'intérêt risque fort d'intervenir parce que le ministre refuse de prendre des mesures nettes et décisives pour repousser l'assaut contre notre dollar. Et c'est un fardeau dont les Canadiens pourraient se dispenser. C'est un fardeau que le ministre aurait dû leur épargner en agissant lorsque nous le lui avons demandé. C'est un fardeau que le ministre nous aurait évité s'il avait compris le problème et s'il avait voulu s'y attaquer honnêtement et carrément.

[M. Clark.]

Nous savons que le pays est aux prises avec de graves problèmes, sur le plan économique en particulier. Nous savons également que la stratégie du gouvernement consiste à chercher par tous les moyens possibles à penser à autre chose. Nous n'aurons probablement pas de budget avant l'élection. Le ministre va temporiser le plus qu'il pourra.

Dans le domaine économique, on se garde bien de demander à la Chambre des mesures législatives. Et si le gouvernement pouvait supprimer la période des questions il n'aurait pas une minute d'hésitation. Quand le ministre a des déclarations à faire, il prend bien soin de les faire à l'extérieur de la Chambre, pour éviter tout débat économique.

Nous ne pouvons pas fermer les yeux sur les problèmes économiques qui affligent le Canada. Le ministre des Finances (M. Chrétien) doit s'acquitter d'une tâche essentielle, qui est de remettre de l'ordre dans l'économie. Il est peut-être capable de leurrer les électeurs Canadiens, mais il doit maintenant affronter la dure réalité puisqu'il ne peut pas donner le change aux prêteurs internationaux.

Le devoir qui incombe au ministre ce soir est de s'avancer et de dire clairement et précisément ce que le gouvernement du Canada entend faire à propos du dollar, de sa propre extravagance et de son incapacité de procurer du travail aux Canadiens et aux industries du Canada. Le gouvernement navigue depuis trop longtemps avec les yeux rivés sur les élections. Le verdict électoral viendra. Mais un autre verdict a déjà été rendu, celui que représente la chute dramatique du dollar canadien.

J'espère que le ministre des Finances se montrera à la hauteur de la situation ce soir et commencera à prendre des mesures capables de regagner la confiance en la capacité du Canada à gérer l'économie de l'un des pays les plus fortunés au monde.

**Des voix:** Bravo!

**M. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby):** Monsieur l'Orateur, le débat que nous avons obtenu ce soir découle entièrement d'une affirmation faite par le ministre des Finances (M. Chrétien) au cours de la période de questions. Il a en effet déclaré qu'il n'y avait pas de crise. Depuis des mois, il fait de son mieux pour repousser la réalité que doit affronter chaque Canadien, quelle que soit la région où il vit. En fait, le niveau de l'inflation est presque revenu à ce qu'il était quand le gouvernement a imposé ses contrôles. Donc, le problème de l'inflation est aussi grave. D'autre part, la situation du chômage est également grave, la pire que nous ayons eue depuis la grande crise.

Même si le ministre des Finances n'a fait ses premiers pas que tout dernièrement dans le domaine de l'économie, je suis certain qu'il sait que, lorsque les marchés internationaux réagissent devant une certaine valeur de la monnaie d'un pays, il porte un jugement collectif sur la situation économique de ce pays. Cela ne fait aucun doute. Parce que notre dollar a atteint son plus bas niveau depuis la crise, ils disent au gouvernement du Canada et à tous les Canadiens que leur politique économique est un échec total. Voilà ce qu'ils disent.